



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N°	34	2015	L'an deux mille quinze, le 21 Mai à 19 h00.
DATE DE CONVOCATION 12/05/2015			Le Conseil Municipal s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Stéphan AMELOT, Maire
DATE D'AFFICHAGE 12/05/2015			Présents : Mme EL KARZAZI Anissa, FABRE Karine, GIROUX Corine, GOMEZ Alice, LEBLANC Patricia, LELONGT Claudine, VELLY Sandrine. MM. AMELOT Stéphan, BAUDRY Jean-Claude, BRICOTEAU Gérard, ETIENNE Christophe, LAUWERYNS Alain, MALEZE Patrick, MENGIN Bernard. Formant la majorité des membres en exercice
Nombre De conseillers :			M. SIMON Christophe, absent excusé
En exercice : 15 Présents : 14 Votants : 14			Mme VELLY Sandrine a été élue secrétaire de séance
OBJET :			<u>Prescription du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal et définition des modalités de concertation.</u>

Monsieur le Maire expose les raisons qui conduisent la commune à engager la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) par révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 26 mars 2002 et modifié le 13 janvier 2009.

La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) prévoit la caducité des POS à compter du 31 décembre 2015.

Les communes concernées seront alors régies par le Règlement National d'Urbanisme (RNU). Dans ce cas, l'autorité compétente devra recueillir l'avis conforme du Préfet sur les demandes de permis de construire, permis d'aménager ou déclaration préalable à un aménagement.

Les communes qui, avant cette date du 31 décembre 2015, auront prescrit la révision de leur POS pour élaborer un PLU pourront mener à bien cette procédure jusqu'au 26 mars 2017.

Par conséquent, Monsieur le Maire propose d'élaborer un PLU sur l'ensemble du territoire de la Commune de Nesles-la-Montagne.

- **Vu** la loi du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains ;
- **Vu** le décret du 27 mars 2001, modifiant le code de l'urbanisme et le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme ;
- **Vu** la loi du 2 juillet 2003, Urbanisme et Habitat ;
- **Vu** la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi Grenelle II ;
- **Vu** la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite ALUR ;

- Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L 123-1 à L 123-13, L 300-2, R 123-15 à R 123-25
- Vu le POS approuvé le 26 mars 2002 et modifié le 13 janvier 2009.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et considérant qu'il y a lieu de réviser le Plan d'Occupation des Sols et d'élaborer un PLU sur l'ensemble du territoire communal pour les raisons suivantes :

- *Etablir un équilibre entre le renouvellement urbain et le développement urbain, la maîtrise et le développement de l'espace rural,
- *Préserver les espaces agricoles, viticoles et protéger les espaces naturels en respectant les objectifs de développement durable,
- *Diversité des fonctions urbaines et une mixité sociale dans l'habitat urbain,
- *Définir des objectifs chiffrés en matière de développement démographiques de la commune cohérente avec la capacité des équipements ;
- *Rendre compatible les dispositions du PLU avec le SCOT élaboré par l'U.C.C.S.A. (Union des Communautés de Communes du Sud de l'Aisne).
- *Prendre en compte le P.P.R.icb (Plan de Prévention des Risque Inondations et Coulées de Boue) approuvé le 01 avril 2015.
- *Mieux appréhender les sensibilités environnementales dans l'usage du sol à définir ;
- *Veiller à une évolution adaptée des paysages naturels ;
- *Tenir compte du patrimoine local ;

Le Conseil Municipal DECIDE

1. de prescrire la révision générale du Plan d'Occupation des Sols et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal,
2. que la concertation avec le public sur le projet de PLU se déroulera dès la prescription du PLU jusqu'à l'arrêt du projet au sens de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme et précise les modalités de concertation suivantes¹ :

- *Présentation du projet ou information sur le projet en informant la population par une note dans les boîtes aux lettres.
- *Affichage en mairie et mise à disposition du public d'éléments explicatifs
- *Dossier d'études mis à la disposition du public à la Mairie
- *Registre destiné à recueillir les observations des habitants
- *Réunion publique
- *Permanences d'élus

3. de demander, conformément à l'article L121-7 du code de l'urbanisme, que les services de la DDT soient mis à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de PLU.

4. de solliciter de l'Etat, conformément à l'article L 121-7 du code de l'urbanisme, ainsi que du Conseil Général, qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et les frais d'études nécessaires à la constitution du PLU.

5. de charger un Cabinet d'Urbanisme de réaliser les études nécessaires à la constitution du PLU et de donner délégation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la constitution du PLU

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera transmise au Préfet du département de l'Aisne (ou Sous-préfet de Château-Thierry) et notifiée :

- M. le Président du Conseil Régional
- M. le Président du Conseil Général
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie
- M. le Président de la Chambre des Métiers
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture
- M. le Président de l'EPCI en charge du SCOT du Sud de l'Aisne
- M. le Président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains

- M. le Président de l'EPCI compétente en matière de programme local de l'Habitat.
- Mme la Présidente de la Communauté de Communes de la Région de Château-Thierry.
- aux Maires des communes limitrophes de Nogentel, Chierry, Blesmes, Etampes-sur-Marne, Montlevon, Vifort, Essises et Courboin.

Conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un délai d'un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

002-210205175-20150521-2015_DEL3415-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/05/2015

Publication : 29/05/2015

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation

Faits et délibérés lesdits jours, mois et an susdits

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

S. AMELOT



